

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT VINGT-NEUVIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 13 août 1985, à 10 h 30

Président : M. M. A. CAMPORA (Argentine)

## PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

<u>Algérie</u> :	M. A. BELAID
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. F. ELBE M. W-N. GERMANN
<u>Argentine</u> :	M. M.A. CAMPORA M. R. GARCIA MORITAN M. G. PARINI
<u>Australie</u> :	M. R. BUTLER M. R. ROWE Mlle J. COURTNEY
<u>Belgique</u> :	M. J. RAEYMAECKERS
<u>Birmanie</u> :	U MAUNG MAUNG GYI U MYA THAN
<u>Brésil</u> :	M. C.A. de SQUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE
<u>Bulgarie</u> :	M. B. KONSTANTINOV M. R. DEYANOV
<u>Canada</u> :	M. A. DESPRES M. E. MORRIS M. R. SUTHERLAND M. M. GWOZDECKY
<u>Chine</u> :	M. QIAN JIADONG Mme WANG ZHIYUN M. XIA YISHAN M. JIANG ZHENXI M. ZHONG WEIDONG
<u>Cuba</u> :	M. P. NUNEZ MOSQUERA
<u>Egypte</u> :	M. S. ALFARARGI M. M. BADR M. F. MONIB M. A.M. ABBAS
<u>Etats-Unis d'Amérique</u> :	M. D. LOWITZ M. R. LEVINE M. D. DORN M. P. CORDEN M. J. GRANGER M. A. LIEBOWITZ M. L. BELGARD M. T. SNITCH M. T. BARTHELEMY M. R. NELSON M. W. HENOCH Mme M. WINSTON

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Ethiopie</u> :	M. F. YOHANNES
<u>France</u> :	M. J. JESSEL M. G. MONTASSIER M. H. RENIE
<u>Hongrie</u> :	M. F. GAJDA
<u>Inde</u> :	M. S. KANT SHARMA
<u>Indonésie</u> :	M. S. SUTOWARDOYO M. A. AKBAR M. F. QASIM
<u>Italie</u> :	M. M. ALESSI M. G. ADORNI BRACCESI M. M. PAVESE
<u>Japon</u> :	M. R. IMAI M. M. SATO M. K. KUJO M. T. ISHIGURI
<u>Kenya</u> :	M. P.N. MWAURA
<u>Maroc</u> :	M. O. HILALE
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALEZ y REYNERO M. P. MACEDO RIBA
<u>Mongolie</u> :	M. L. BAYART M. S-O. BOLD M. G. GONGOR
<u>Nigéria</u> :	M. C.V. UDEDIBIA
<u>Pakistan</u> :	M. M. AHMAD M. K. NIAZ
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.J. van SCHAIK M. J. RAMAKER M. R. MILDERS
<u>Pérou</u> :	M. J. GONZALES TERRONES
<u>Pologne</u> :	M. J. RYCHLAK M. A. KARKOSZKA M. G. CZEMPINSKI

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

République démocratique allemande : M. H. ROSE  
M. W. KRUTZSCH  
M. L. MUELLER  
M. F. SAYATZ

République islamique d'Iran : M. A. SHAFII

Roumanie : M. T. MELESCANU  
M. S. POP  
M. A. POPESCOU

Royaume-Uni : M. R.I.T. CROMARTIE  
M. R.J.S. EDIS  
M. J.F. GORDON  
M. D.A. SLINN

Sri Lanka : M. P. KARIYAWASAM

Suède : Mme E. BONNIER  
M. H. BERGLUND

Tchécoslovaquie : M. M. VEJVODA  
M. A. CIMA

Union des Républiques  
socialistes soviétiques : M. Y.K. NAZARKINE  
M. G.V. ANTSIFEROV  
M. G.V. BERDENNIKOV

Venezuela : M. O. GARCIA GARCIA

Yougoslavie : M. K. VIDAS  
M. M. MIHAJLOVIC

Zaire : M. O.N. MONSHEMVULA

Secrétaire général de la Conférence  
du désarmement et Représentant  
personnel du Secrétaire général : M. M. KOMATINA

Secrétaire général adjoint de la  
Conférence du désarmement : M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol) : Je déclare ouverte la 329ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence aujourd'hui l'examen des rapports des organes subsidiaires spéciaux, des questions d'organisation et du rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait faire des déclarations sur toute autre question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Je voudrais également rappeler que la Conférence tiendra aujourd'hui une réunion officieuse à l'issue de la séance plénière pour commencer l'examen des parties techniques du projet de rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies, publié sous la cote CD/WP.192.

J'ai sur la liste d'orateurs les représentants des Pays-Bas et de l'Australie.

Je donne maintenant la parole au représentant des Pays-Bas, l'Ambassadeur van Schaik.

M. van SCHAİK (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : Parlant pour la première fois ce mois, je souhaite vous féliciter, ainsi que la délégation de l'Argentine, de votre accession à la présidence. Je vous souhaite le succès pendant les semaines restantes et nous espérons et croyons que vous nous dirigerez, comme l'a fait votre éminent prédécesseur, l'Ambassadeur Ould Rouis, sur la voie des meilleurs résultats possibles pour la session de cette année. Sous votre direction compétente nous avons déjà beaucoup progressé. Nous regrettons que notre partenaire du Benelux, notre bon ami et éminent collègue, Marcel Depasse, ait quitté Genève. Nous saluons chaleureusement Jacques Raeymaeckers, un ami estimé que j'ai le privilège de connaître depuis bien des années. Nous avons regretté d'apprendre que l'Ambassadeur Maung Maung Gyï nous quittera à la fin de cette session car, avec sa sagesse, il a été un représentant très capable de son pays. Nous lui exprimons nos meilleurs souhaits de succès dans son travail futur qui, heureusement pour nous, le placera en un endroit où certains d'entre nous auront l'occasion de le rencontrer.

Il y a 40 ans, le 6 août 1945, a eu lieu l'explosion de la première arme nucléaire, qui a pratiquement rasé la ville d'Hiroshima. Ce jour-là, le monde est entré dans l'ère nucléaire. Depuis, les armes nucléaires ont radicalement changé le monde. Les pays ont dû adapter leurs politiques aux réalités nouvelles, qui reflètent la menace de l'emploi de ces nouvelles armes terribles.

Hiroshima et Nagasaki ne sont pas seulement un rappel d'un passé éloigné, elles continuent à présenter pour nous un défi commun, celui d'épargner ces calamités aux générations futures. Nous avons été touchés par les paroles mesurées que l'Ambassadeur Imai a prononcées la semaine dernière en cette occasion.

Il a été attristant de constater que d'autres dans cette salle ont jugé approprié de profiter de l'occasion pour introduire des interprétations de l'histoire visant à semer la discorde. Nous avons espéré qu'au moins en cette occasion on n'aurait pas insisté sur nos divergences, particulièrement parce qu'elles n'ont aucun rapport avec la période d'efforts communs gigantesques et de grands sacrifices qui ont donné forme aux aspirations des générations qui sont apparues depuis.

(M. van Schaik, Pays-Bas)

Depuis le début même de l'ère nucléaire, les gouvernements ont cherché à contenir et à limiter les armes nucléaires capables d'infliger une destruction massive incalculable. Les négociations sur le désarmement et la limitation des armements étaient les moyens d'atteindre cet objectif et des mesures importantes ont en effet été prises. L'entrée en vigueur du Traité d'interdiction partielle des essais de 1963, du Traité sur la non-prolifération de 1968 et des Accords SALT-I de 1972, ainsi que la conclusion du Traité sur la limitation des essais souterrains de 1974 et du Traité sur les explosions nucléaires pacifiques de 1976 étaient prometteuses pour la poursuite d'activités importantes de désarmement et de limitation des armements nucléaires. Depuis la conclusion de SALT-II, dont les signataires se sont engagés à observer les dispositions en pratique, les négociations sur le désarmement entre les principales puissances nucléaires ont donné peu de résultats. Il en faut davantage et nous espérons qu'il sera réalisé davantage à la suite des négociations en cours entre les Etats-Unis et l'Union soviétique.

La limitation et l'interdiction des essais nucléaires sont un domaine dans lequel le monde n'a pas été très heureux jusqu'ici. Le Traité d'interdiction partielle des essais de 1963 était certainement une étape importante sur la voie d'une interdiction complète des essais nucléaires. Cependant, l'objectif d'une interdiction complète nous a échappé. Néanmoins, nombreux sont ceux qui cherchent à atteindre l'objectif d'un traité d'interdiction complète des essais. Le séminaire récent organisé à Genève par le Groupe de Bellerive sur l'initiative du prince Sadruddin Aga Khan a été une preuve évidente de l'urgence d'une interdiction des essais, comme la perçoivent les politiciens, les savants et les experts du monde entier.

Monsieur le Président, depuis des années, les Pays-Bas plaident pour l'interdiction à tout jamais de toutes les explosions nucléaires expérimentales. Nous continuons d'être vigoureusement pour la conclusion d'un accord final à cet effet. Une mesure importante a été prise en 1963 lorsqu'il a été convenu d'interdire toutes les explosions nucléaires expérimentales dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau. Des accords ont été signés qui limitent au moins les essais souterrains. Cependant, un traité d'interdiction complète des essais n'a pas été jusqu'ici à notre portée, l'une des difficultés principales étant que l'élaboration d'un régime satisfaisant de vérification n'a pas été achevée.

Les Pays-Bas ont pris note de la proposition récente faite par le Secrétaire général Gorbatchev selon laquelle l'Union soviétique observera un moratoire sur les essais nucléaires du 6 août au 1er janvier. Les Pays-Bas, naturellement, seront heureux de toute mesure prise de bonne foi qui contribue substantiellement à un traité d'interdiction complète des essais. Cependant, nous sommes d'avis qu'un tel moratoire, qui n'est pas accompagné de mesures appropriées et efficaces de vérification, ne pourrait certainement pas remplacer un traité d'interdiction complète de toutes les explosions nucléaires expérimentales. Nous notons également, dans la mesure où cela a pu être

(M. van Schaik, Pays-Bas)

vérifié, qu'avant que l'annonce soviétique ait été faite il y a eu cinq explosions nucléaires expérimentales dans un temps relativement court.

Monsieur le Président, la conclusion rapide d'un traité d'interdiction complète des essais reste un objectif majeur du Gouvernement néerlandais. Nous regrettons que, pour la deuxième année consécutive, il ne nous ait pas été possible de reprendre notre travail. Nous le regrettons particulièrement parce qu'il reste beaucoup à faire, notamment dans le domaine de la vérification et du respect, où les questions de technique, d'organisation et d'administration méritent notre attention. Nous restons prêts, avec d'autres délégations à cette Conférence, à reprendre un travail concret sur la question de l'interdiction des essais. Nous appuyons pleinement la proposition occidentale de programme de travail récemment présentée par l'Ambassadeur Butler, de l'Australie, sous la cote CD/621, qui énonce ce qui, à notre avis, peut et doit être fait.

Les problèmes de la vérification et du respect qui sont traités, entre autres, dans la proposition occidentale peuvent être résolus, comme les experts le reconnaissent généralement, même s'il faudra pour cela du temps et de l'argent. Le Groupe d'experts sismologues a indiqué une ligne de conduite vers une interdiction complète des essais qui peut surmonter les difficultés si l'on dispose de la coopération nécessaire chez les deux parties et de moyens financiers suffisants.

Nous sommes reconnaissants aux délégations qui continuent à présenter de nouvelles idées malgré l'impasse dans laquelle se trouve notre travail sur une interdiction complète des essais. Je me réfère en particulier aux documents de travail récemment soumis par les délégations de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni et du Japon. Dans leurs documents de travail, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni soulignent, entre autres, que si l'on veut qu'un réseau international de surveillance sismologique soit efficace, des essais pratiques préalables sont essentiels. Cela nous paraît être un bon raisonnement car, quelque perfectionné que soit un tel réseau dans sa conception théorique, ce ne sera que par son fonctionnement pratique que nous serons en mesure de juger s'il est bien adapté à la tâche complexe de surveillance et de vérification du respect d'une interdiction complète des essais nucléaires. Ceci est démontré par l'essai récent d'un réseau sismologique international limité, effectué avec l'aide du Réseau mondial de télécommunications de l'Organisation météorologique mondiale (SMT/OMM).

L'idée principale proposée par la République fédérale d'Allemagne dans le document de travail CD/612, puis développée en termes techniques dans le document CD/624, est fort intéressante : en attendant l'apparition d'un traité d'interdiction complète des essais, un réseau pourrait déjà être créé. Un réseau international de surveillance sismologique se développerait graduellement jusqu'à pouvoir fonctionner au moment de l'entrée en vigueur de l'interdiction des essais. Nous sommes prêts, ainsi que d'autres, à étudier avec soin les incidences de cette suggestion.

(M. van Schaik, Pays-Bas)

Dans son document CD/610, le Royaume-Uni consacre aussi beaucoup d'attention au concept d'un réseau international de surveillance sismologique et à la nécessité de l'essayer en pratique. Comme ses auteurs, nous pensons qu'au cours des ans, des progrès considérables ont été réalisés en matière de techniques de vérification, mais qu'un certain nombre de questions restent encore à résoudre.

L'utilité du critère  $m_b/M_s$  en tant que technique d'identification en sismologie a sans doute ses limites. Heureusement, ces dernières années, des progrès considérables ont été réalisés dans l'utilisation d'autres techniques telles que l'analyse spectrale. C'est la combinaison des techniques, particulièrement dans la mesure où elles peuvent être utilisées indépendamment l'une de l'autre, qui en fait un outil puissant pour découvrir des essais nucléaires.

Il faudra en outre que nous utilisions pleinement les améliorations de la technologie dont dispose la communauté sismologique internationale. Une sensibilité accrue des appareils sismométriques, combinée au traitement automatique des données numériques, semble promettre que toute la gamme des événements sismiques qui se produisent sur terre, qu'ils soient naturels ou artificiels, peut être traitée comme il convient aux fins d'un traité futur.

Un type d'événement sismique artificiel dont nous devons tenir compte est la grande explosion conventionnelle. A cause de la sensibilité du matériel moderne, les très grandes explosions conventionnelles, par exemple au-dessus de 0,1 kt, pourraient être interprétées par erreur comme étant des explosions nucléaires. A ce sujet, permettez-moi de rappeler le projet de traité suédois de 1983 (CD/381) qui comprend une disposition pour des explosions classiques. Nous pensons vraiment qu'une procédure de notification et de vérification de ces explosions devrait faire partie d'un traité futur d'interdiction complète des essais.

Quoi que nous puissions attendre en fin de compte de la téléseismologie, il paraît réaliste de reconnaître, comme l'affirment les Etats dotés d'armes nucléaires, qu'un réseau international de surveillance sismique ne sera pas suffisant à lui seul. C'était déjà clair à l'époque des négociations trilatérales. Cela a été souligné de nouveau dans le document de travail britannique CD/610 et nous l'avons aussi appris d'autres sources. La vérification téléseismologique ne serait pas suffisante, parce que la détection et l'identification des essais clandestins pourraient être rendues impossibles par des techniques de dissimulation. Il semble qu'il faudrait des stations locales, ou plutôt un réseau régional de telles stations en plus du réseau mondial, pour résoudre ce type de problème. De tels réseaux de stations sismologiques régionales, exploités en combinaison avec un réseau téléseismologique mondial, amélioreraient considérablement les capacités générales de vérification. Cela a été mis en lumière dans un numéro spécial de "The energy and technology review" publié par le laboratoire Lawrence Livermore en mai 1983. Cette étude a abouti à la conclusion ci-après :

"Nos analyses sismologiques indiquent qu'un réseau qui comprendrait 15 stations complexes de haute qualité en Union soviétique pourrait assurer une capacité générale de détection en Union soviétique d'événements de magnitude sismique 3,0 (avec une capacité de détection meilleure - jusqu'à 0,6 unité de moins - dans certaines régions). Lorsque nous comparons



cette capacité avec la menace posée par le découplage en cavité, nous concluons qu'un tel réseau présenterait un niveau de confiance de 90 % pour détecter des explosions découplées ayant des puissances aussi faibles que 3 à 10 kt."

Etant donné que les cavités importantes peuvent souvent être identifiées par satellites et que des cavités n'ont jamais été exécutées à une échelle importante, étant donné aussi que même une probabilité de détection bien inférieure à 90 % serait un fort élément de dissuasion, nous croyons que même un réseau local plus modeste sera suffisant pour vérifier le respect d'une interdiction complète future des essais.

La question des réseaux sismologiques de pays supplémentaires, particulièrement dans les Etats dotés d'armes nucléaires, pour améliorer et compléter le réseau sismologique international, est un sujet qui mérite un examen sérieux par la Conférence tant au niveau politique que par le Groupe d'experts sismologues. Ce n'est qu'alors qu'il sera possible d'obtenir un tableau plus clair et plus complet des possibilités de vérifier une interdiction complète des essais. Bien qu'il semble que l'on ait envisagé au cours des entretiens tripartites un système séparé de réseaux régionaux dans les Etats dotés d'armes nucléaires, l'intégration des réseaux locaux dans un système mondial paraît aussi tout à fait possible et logique.

Monsieur le Président, l'année dernière, j'ai souligné l'importance d'une ratification rapide par les Etats-Unis et l'Union soviétique des deux traités bilatéraux à seuil conclus en 1974 et 1976 en attendant la conclusion d'une interdiction complète des essais. Permettez-moi de faire quelques commentaires supplémentaires à ce sujet.

Les deux traités en question, à savoir le Traité sur la limitation des essais souterrains de 1974 et le Traité sur les explosions nucléaires pacifiques de 1976, ne peuvent naturellement pas être considérés comme remplaçant un traité d'interdiction complète des essais. Néanmoins, leur ratification suivie de leur entrée en vigueur serait une mesure dans la bonne direction, d'autant plus que des essais voisins du seuil de 150 kt prévu dans les deux traités continuent à être effectués.

Il est important de noter qu'un travail d'avant-garde a été fait dans le cas du Traité sur les explosions nucléaires pacifiques, en particulier en ce qui concerne les inspections sur place. Les dispositions prévues dans ce traité pour les inspections sur place sont techniquement sophistiquées et parfois originales dans leur solution de problèmes pratiques.

Ce n'est pas ce Traité sur les explosions nucléaires pacifiques mais le Traité sur la limitation des essais souterrains qui paraît présenter des difficultés. Ce dernier traité stipule que les deux parties échangeront certaines données géologiques et géophysiques concernant leurs polygones d'essai. Dans la mesure où un profane peut en juger - les Pays-Bas ne sont pas eux-mêmes, après tout, une puissance dotée d'armes nucléaires - le noeud du problème ne réside pas tant dans l'échange de ces données que dans le fait qu'à elles seules, ces données sont insuffisantes pour vérifier la relation précise entre la puissance d'une explosion et la secousse sismique qui en résulte. Pour cette raison, le Traité sur la limitation des essais souterrains stipule que des essais dits d'étalonnage devront être effectués pour chaque polygone d'essai. Les données

(M. van Schaik, Pays-Bas)

exactes fournies par ces essais d'étalonnage devraient également être échangées entre les deux parties pour étalonner leurs sismomètres respectifs. Une question clef reste toutefois posée. Comment peut-on être sûr que les puissances indiquées par une partie au traité aux fins d'étalonnage sont exactes ? La valeur exacte du rapport entre la secousse et la puissance reste indéterminée et les estimations de la puissance restent donc insuffisamment précises. Il en résultera qu'il manquera un maillon essentiel de la chaîne des opérations aboutissant à une estimation optimale de la puissance. En d'autres termes, un élément clef reste à étudier si l'on souhaite que la fiabilité des estimations de la puissance soit élevée. D'une façon ou d'une autre, les puissances d'étalonnage doivent être confirmées; c'est là une exigence qui n'est pas actuellement satisfaite par le traité considéré.

A notre avis, la solution à ce problème peut être trouvée dans un accord entre les parties autorisant de telles inspections sur place et de portée limitée. Dans ce contexte, nous nous demandons si l'on ne pourrait pas s'efforcer d'harmoniser les dispositions de vérification des deux traités à seuil dont l'un, le Traité sur les explosions nucléaires pacifiques, contient déjà des dispositions relatives à une inspection sur place. Comme les deux traités visent des buts identiques, à savoir la limitation des puissances des essais nucléaires, il serait utile d'explorer les possibilités d'harmoniser les régimes de vérification. Naturellement, on devrait tenir dûment compte des différences entre les polygones militaires et les emplacements où des explosions à des fins pacifiques ont lieu (actuellement dans la seule Union soviétique). S'il s'avère impossible, pour quelque raison, d'harmoniser les dispositions de vérification, on pourrait peut-être appliquer des procédures encore plus simples. Les deux pays peuvent consentir à admettre un personnel désigné de l'autre partie pour mesurer sur les polygones militaires les données de certains essais devant servir à des fins d'étalonnage. De telles possibilités sont déjà offertes dans le Traité sur les explosions nucléaires pacifiques, en particulier dans son article III.

Compte tenu de l'urgence qu'il y a de trouver une solution à ces problèmes techniques, les Pays-Bas se félicitent de l'invitation que le Président Reagan a faite à l'Union soviétique d'envoyer une équipe d'experts, avec le matériel qu'ils souhaitent emporter avec eux, au polygone d'essais du Nevada, afin d'y effectuer des mesures de puissance. Nous exhortons l'Union soviétique à accepter cette offre. Nous sommes sûrs qu'un tel effort de coopération entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ouvrirait la voie à la ratification longtemps attendue des deux traités. Comme nous sommes sûrs que l'Union soviétique partage l'idée que ces deux traités sont encore valables, nous ne voyons pas pourquoi une proposition qui pourrait aboutir à l'application réelle de ces traités a pu être qualifiée de "procédure de façade". En vérité, à notre avis, elle constituerait une mesure importante de promotion de la confiance sur la voie de la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais à tout jamais.

(M. van Schaik, Pays-Bas)

Monsieur le Président, avant de conclure, je souhaite profiter de cette occasion pour féliciter la délégation de la Norvège de la belle réussite de l'Atelier sur la vérification sismologique d'un traité d'interdiction complète des essais récemment organisé par les autorités norvégiennes. Ma délégation a été impressionnée par le niveau élevé de sophistication des travaux norvégiens dans ce domaine. Les progrès techniques réalisés dans ce pays renforcent notre conviction que des connaissances insuffisantes ne doivent pas rester longtemps un obstacle à la réalisation d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires adéquatement et efficacement vérifiable.

Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant des Pays-Bas de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie, l'Ambassadeur Butler.

M. BUTLER (Australie) (traduit de l'anglais) : L'un des domaines qui ont une importance capitale pour les négociations sur le désarmement et la limitation des armements et sur lequel la Première Commission de l'Assemblée générale est presque parvenue à un consensus l'année dernière a été celui de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

La résolution 39/59 a été adoptée en plénière par 150 voix contre zéro avec une abstention.

Il est dit dans cette résolution que l'espace extra-atmosphérique sera utilisé exclusivement à des fins pacifiques. Il ne deviendra pas une arène ouverte à la course aux armements.

Il y est dit également que la Conférence du désarmement a un rôle primordial à jouer dans la négociation d'un ou de plusieurs accords multilatéraux, selon qu'il conviendra, visant à prévenir une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

Les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques y sont instamment priés d'entamer immédiatement des négociations visant à prévenir une telle course aux armements.

En ce qui concerne les négociations bilatérales, il est significatif que les objectifs déclarés de ces négociations comprennent celui "d'élaborer des accords efficaces visant à prévenir une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et à y mettre fin sur la Terre, à limiter et à réduire les armements nucléaires ainsi qu'à renforcer la stabilité stratégique".

Il semblerait donc que la conviction fondamentale que l'on doit prévenir une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique existe aussi bien dans les réunions bilatérales que dans les forums multilatéraux.

(M. Butler, Australie)

En demandant la prévention d'une course aux armements dans l'espace, nous sommes pleinement conscients, comme la plupart des Etats représentés ici, que l'espace a déjà été le siège de certaines activités militaires.

Nous sommes aussi conscients qu'un certain nombre d'utilisations militaires et hostiles de l'espace sont déjà interdites par divers accords existants.

Ainsi, une analyse des autres domaines de l'espace qui pourraient faire l'objet de la négociation d'interdictions ou de limitations montre qu'il est essentiel que cette négociation identifie des accords qui soient équilibrés et vérifiables et contribuent à la stabilité générale.

De l'avis de l'Australie, les principaux domaines à examiner sont ceux liés aux mesures visant à protéger les satellites d'une attaque et à la possibilité d'une interdiction connexe des systèmes antisatellites, et des systèmes de défense contre les missiles balistiques.

En ce qui concerne les systèmes de défense contre les missiles balistiques, mon gouvernement est préoccupé par les efforts de recherche des deux superpuissances dans ce domaine.

Nous sommes conscients que cette recherche n'enfreint pas le Traité ABM. Ce traité autorise à la fois la recherche et la mise en place par chaque partie d'un système ponctuel de défense comportant jusqu'à 100 dispositifs de lancement d'ABM.

Néanmoins, le déploiement à l'échelle nationale serait une violation flagrante du Traité.

Je tiens à souligner que l'Australie considère que le Traité ABM est l'un des accords les plus importants de limitation des armements qui existent aujourd'hui. Nous sommes aussi conscients qu'il existe aujourd'hui des raisons de se demander si ce traité est entièrement respecté et c'est là un objet de grave préoccupation pour mon gouvernement.

Dans la déclaration qu'il a faite à la Conférence du désarmement le 16 juillet, Don Lowitz, l'Ambassadeur des Etats-Unis, a souligné que l'initiative de défense stratégique n'est qu'un programme de recherche et qu'aucune décision n'a été prise pour faire porter la recherche sur la mise au point, l'essai ou le déploiement de systèmes ABM ou de leurs éléments.

Il ne fait pas de doute que l'objectif de base de la recherche actuelle aux Etats-Unis sur la possibilité de mettre au point une capacité d'interception de tous les missiles balistiques qui arrivent est un objectif positif.

Essentiellement, elle cherche à remplacer la doctrine de la destruction mutuelle assurée, fondée sur l'attaque, par un concept dont l'idée est plus acceptable, celui d'une défense assurée pour tous.

(M. Butler, Australie)

Ce qui n'est pas clair, et qui a fait l'objet d'un débat considérable, c'est de savoir si un tel objectif peut être atteint en pratique, et si les efforts pour l'atteindre pourraient créer sans le vouloir une situation plus instable que celle qu'ils cherchent à remplacer.

Dans la même intervention, l'Ambassadeur Lowitz a indiqué que le Président Reagan a déclaré que les Etats-Unis n'iraient au-delà du stade de la recherche que si trois conditions étaient remplies. Ce sont :

- que tout système défensif doit pouvoir survivre, c'est-à-dire qu'il ne doit pas être vulnérable s'il est attaqué;
- qu'un tel système doit avoir un bon rapport coût-efficacité, autrement dit qu'il doit être moins coûteux à installer, à la limite, que les systèmes offensifs qu'il est destiné à neutraliser;
- que le système ne serait installé que s'il contribue à la stabilité.

Permettez-moi de traiter ces trois points brièvement.

Premièrement, la question de la vulnérabilité.

Bien que l'on ne puisse pas préjuger du résultat d'un programme de recherche par l'une ou l'autre partie, il est néanmoins exact que si l'on pouvait mettre au point des défenses qui seraient parfaites contre les dispositifs offensifs actuellement déployés, la mise au point de contre-mesures offensives serait relativement facile.

Il faudrait donc que le système de défense soit capable de repousser une gamme complète de contre-mesures possibles pour rester efficace.

La mise au point de défenses efficaces contre une menace dynamique et compétitive sera toujours plus difficile que la mise au point de dispositifs offensifs qui peuvent les pénétrer. En outre, la technologie nécessaire pour ces contre-mesures doit être à un stade bien plus avancé que celle nécessaire à un système de défense anti-missiles balistiques. Une grande partie de la technologie nécessaire existe déjà.

Bien que de telles affirmations puissent rester spéculatives jusqu'à ce que l'on connaisse les résultats complets de la recherche il apparaît probable, si l'on se réfère à l'histoire de la course aux armements des 40 dernières années, que la mise au point de contre-mesures aura certainement lieu. En vérité, leur mise au point a déjà été mentionnée en public.

Deuxièmement, le rapport coût-efficacité de n'importe quel système est, là encore, difficile à évaluer bien qu'un certain nombre de chercheurs aient estimé que le coût d'un système ABM pour l'une ou l'autre partie pourrait atteindre en fin de compte deux mille milliards de dollars.

Cette estimation, combinée à ce que nous savons déjà sur les dépenses faites pour le programme de recherche d'au moins une partie, incite à se demander si des systèmes aussi vastes satisferont ce critère, celui du rapport coût-efficacité.

La troisième question, peut-être la plus vitale, est de savoir si un tel système et sa construction contribueront à la stabilité.

Cette question a fait l'objet de vifs débats et nous avons entendu de nombreuses opinions sur ses différents aspects. Ma délégation se demande si un système de "guerre des étoiles" serait réellement efficace même dans une situation où les deux superpuissances auraient déployé des défenses presque impénétrables. Contrairement à la situation actuelle, où les deux superpuissances possèdent des capacités abondantes de destruction assurée et où, par conséquent, l'addition de dizaines ou de centaines d'ogives ne modifierait pas d'une façon significative la situation nucléaire, si les deux parties avaient au contraire des défenses impénétrables, alors l'acquisition de l'aptitude à pénétrer la défense de l'adversaire par dix ogives, par exemple, fournirait un potentiel de destruction énorme.

Le pays qui aurait acquis le premier même une petite capacité de pénétrer les défenses de l'adversaire aurait atteint un avantage coercitif important, car il pourrait impunément menacer l'autre d'une attaque nucléaire, et une réplique efficace ne serait pas possible si l'on admet l'impossibilité pour l'adversaire de pénétrer ses défenses.

J'ai mentionné quelques-unes de nos préoccupations au sujet de la mise au point de systèmes ABM, mais je tiens à souligner qu'en le faisant nous sommes conscients qu'il existe d'autres approches de cette question, qui est extrêmement complexe.

Cette complexité est un aspect important du problème.

L'enjeu ne nous permet pas d'accepter sans esprit critique des affirmations scientifiques fondées sur une hypothèse.

Il y a eu, dans l'ère nucléaire, trop d'exemples d'hypothèses scientifiques inébranlables qui ont été ensuite infirmées. C'est partiellement pour cette raison que mon gouvernement a décliné jusqu'ici certaines propositions de recherche sur les technologies défensives basées dans l'espace.

Au lieu de cela, nous préférons la façon plus logique, plus simple et plus convaincante de résoudre les problèmes qu'un système ABM cherche à résoudre. Le moyen d'éliminer la menace posée par les missiles balistiques est d'éliminer les missiles balistiques eux-mêmes.

(M. Butler, Australie)

C'est dans ce contexte que nous appuyons vigoureusement l'objectif des négociations bilatérales visant à négocier des réductions profondes des quantités d'armes offensives que chaque partie possède. C'est là ce qui est nécessaire et il ne faudrait pas le qualifier ou le relativiser en se référant à d'autres préoccupations.

En particulier, un accord sur les forces stratégiques et intermédiaires devrait être recherché sans y mettre comme condition un accord sur les armes spatiales ou même sur les armes chimiques. Et en ce qui concerne l'espace, on devrait rechercher un accord pour renforcer le Traité ABM et limiter les options futures de déploiement plutôt que de chercher à bloquer la recherche.

Un deuxième domaine qui demande à être examiné est celui lié aux mesures de protection des satellites contre une attaque.

Les délégations se rappelleront la proposition que M. Hayden, le Ministre des affaires étrangères de l'Australie, a faite le 7 août de l'année dernière lorsqu'il a parlé devant la Conférence du désarmement. Il s'est référé à l'initiative française présentée à la Conférence le 12 juin 1984 qui demandait "de prévenir les développements militaires destabilisants sans affecter les activités militaires dans l'espace qui contribuent à la stabilité stratégique, et ceux qui peuvent concourir au contrôle des accords de désarmement".

M. Hayden a proposé à la Conférence du désarmement, dans son exploration des questions touchant la limitation des armements dans l'espace extra-atmosphérique, d'examiner la possibilité de mesures pour protéger contre les attaques tous les satellites (d'alerte avancée, de communications, etc.) qui contribuent à préserver la stabilité stratégique et qui peuvent jouer un rôle dans la surveillance du respect des accords de désarmement. Il a aussi suggéré que la même protection soit accordée aux stations au sol qui sont indispensables pour l'exploitation de ces satellites.

On peut prétendre que certains éléments de cette proposition - mais non tous - sont déjà inclus dans les dispositions du Traité ABM et les Accords SALT qui interdisent l'ingérence dans les moyens techniques nationaux de vérification. Toutefois, ce sont là des accords bilatéraux et non multilatéraux.

La mise en oeuvre de notre proposition constituerait une mesure importante de promotion de la confiance et un appui direct des accords présents et futurs de limitation des armements et de désarmement.

Avant tout, la proposition vise à contribuer au maintien de la stabilité jusqu'à ce que les accords nécessaires de désarmement rendent cet effet superflu.

Le résultat ultime de la proposition pourrait être une entente, peut-être codifiée par un accord international, pour que les satellites qui favorisent la stabilité internationale et servent à surveiller les accords de désarmement ne soient pas attaqués.

(M. Butler, Australie)

En formulant cette proposition, nous nous rendons compte qu'un certain nombre de difficultés se présentent. Par exemple :

- comment déciderons-nous des satellites qui contribuent à la stabilité et de ceux qui ne le font pas ?
- comment un tel accord international pourrait-il être lié à un traité interdisant la mise au point, les essais et le déploiement de systèmes antisatellites ?
- comment allons-nous déterminer les stations au sol qui sont essentielles pour l'exploitation de ces satellites ?
- comment pourrions-nous vérifier un tel accord ?

Ma délégation ne prétend pas avoir toutes les réponses à toutes ces questions.

Au sujet de la première question, un moyen possible d'aider à déterminer quels satellites (sinon tous) devraient être protégés pourrait être la fourniture par les Etats de lancement d'informations spécifiques et détaillées concernant la mission d'un objet lancé dans l'espace.

Ainsi qu'un certain nombre de délégations l'ont suggéré, tant dans leurs déclarations en séance plénière qu'au Comité de l'espace, le régime actuel d'enregistrement des objets spatiaux pourrait être amélioré par l'organe compétent qui s'occupe de cette question.

D'autre part, si l'examen des fonctions des satellites nous amenait à la conclusion que certaines catégories de satellites sont défavorables à la stabilité, vraisemblablement, pour la même raison - la stabilité - ces satellites devraient être interdits.

Comme on l'a noté plus haut, la vérification d'une telle interdiction et même de tous accords relatifs à l'espace extra-atmosphérique est aussi un problème pour tous les Etats à l'exception des quelques Etats qui disposent en propre de moyens techniques nationaux.

Par conséquent, la vérification du respect des accords existants et futurs sur l'espace devrait être faite par un organisme international indépendant s'inspirant, par exemple, du projet d'agence internationale de satellites de contrôle.

Monsieur le Président, ma délégation tient à louer l'habileté avec laquelle l'Ambassadeur Alfarargi, de l'Egypte, a présidé le travail du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

Le travail effectué cette année nous a fait progresser dans notre exploration de questions d'une importance vitale pour la négociation d'un ou plusieurs accords futurs sur la question. Ainsi, ce qui a été réalisé facilitera notre travail dans le Comité qui, nous l'espérons, sera rétabli dès que la Conférence du désarmement reprendra son travail l'année prochaine.



(M. Butler, Australie)

Notre collègue et ami, l'ambassadeur Jayantha Dhanapala, de Sri Lanka, a apporté une contribution très impressionnante à notre examen de la question de l'espace extra-atmosphérique dans sa déclaration du 30 juillet.

Il a également avoué son penchant pour la poésie, qui est maintenant devenu légendaire.

Je ne peux pas l'égaliser dans cette activité, mais je peux dire que notre approche est au moins partiellement reflétée dans l'observation faite par Shakespeare, que "l'avenir n'est pas dans nos étoiles, mais en nous-mêmes".

Nous devons faire en sorte que cet avenir ne comporte pas une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant de l'Australie de sa déclaration.

Je n'ai pas d'autres orateurs inscrits pour aujourd'hui. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ?

L'Ambassadeur de Birmanie a la parole.

U MAUNG MAUNG GYI (Birmanie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je tiens à dire, par votre intermédiaire, combien j'apprécie les paroles aimables que l'Ambassadeur van Schaik, des Pays-Bas, vient de prononcer en me faisant ses adieux avant mon départ de Genève pour un autre poste. La plupart d'entre nous ici, en plus de représenter nos pays respectifs à la Conférence du désarmement, avons également pour charge de représenter nos pays en tant que Représentants permanents auprès d'organisations internationales. C'est une réalité de la vie internationale, et à plus ou moins longue échéance vient le moment de partir et de découvrir que nous ne sommes pas aussi permanents que le titre qui nous a été donné semblait l'indiquer. J'ai eu l'avantage de savoir à l'avance que l'Ambassadeur van Schaik avait l'intention de prononcer ces paroles aimables parce qu'il me l'a dit, et je n'en apprécie que davantage son sentiment. Je tiens à dire que personnellement j'ai la plus haute estime pour la contribution que l'Ambassadeur van Schaik et sa délégation ont apportée aux travaux de la Conférence du désarmement, ce qui m'incite d'autant plus à lui exprimer ma gratitude pour ses paroles aimables d'adieu.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol) : Je remercie l'Ambassadeur de Birmanie des paroles qu'il a prononcées et nous attendons d'avoir l'occasion de lui faire nos adieux comme il se doit à la prochaine séance plénière.

J'ai une longue liste d'orateurs pour jeudi et, comme vous le savez, nous devons tenir une réunion officielle pour poursuivre l'examen du projet de rapport. C'est pourquoi je suggère que nous commençons notre séance plénière à 10 heures précises.

Y a-t-il des objections ?

Il en est ainsi décidé.

(Le Président)

Comme nous approchons de la fin de la session, il est essentiel que nous utilisions tout le temps dont dispose la Conférence. J'espère que nous pourrons commencer la séance plénière à l'heure, c'est-à-dire à 10 heures, sinon il ne sera pas possible de terminer l'examen des questions prévues pour jeudi.

Etant donné qu'il n'y a pas d'autres questions à examiner, j'ai l'intention de lever la séance et de convoquer d'ici cinq minutes la réunion officielle prévue pour aujourd'hui, afin de commencer l'examen des parties techniques du projet de rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 15 août, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 40.